

Publications périodiques

Comptes annuels

SOCIÉTÉ RÉUNIONNAISE DE FINANCEMENT – SOREFI

Société Anonyme au capital de 8 155 785 €
Siège social : 5 rue André Lardy - 97 438 Sainte Marie - La Réunion
313 886 590 - RCS Saint-Denis de la Réunion

Comptes sociaux au 31 décembre 2017 approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 30 mai 2018

I. — Bilan

(en Euros)

Actif	Notes	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Caisse, banques centrales, C.C.P.		0	0
Créances sur les établissements de crédit	10 - 11	68 587 845	646 923
<i>A vue</i>		68 587 845	646 923
Opérations avec la clientèle	8 - 11	68 243 648	276 555 074
<i>Concours à la clientèle</i>		68 243 648	248 321 369
<i>Comptes débiteurs</i>			28 233 705
Parts dans les entreprises liées		26 803 227	300
Crédit-bail et location avec option d'achat	12	127 313 712	98 998 546
Location simple	12	17 445 392	17 545 417
Immobilisations incorporelles	9	832	1 221
Immobilisations corporelles	9	220 612	273 951
Autres actifs	13	8 466 614	7 315 855
Comptes de régularisation	14	3 579 944	2 594 291
Total de l'actif		320 661 826	403 931 577

Passif	Notes	Après Répartition Au 31.12.17	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Dettes envers les établissements de crédit	10 - 11	107 222 216	107 222 216	0
<i>A vue</i>		106 756 724	106 756 724	0
<i>A terme</i>		465 492	465 492	0
Opérations avec la clientèle	10 - 11	124 995 656	124 995 656	294 050 321
<i>A vue</i>		1 808 039	1 808 039	1 294 642
<i>A terme</i>		123 187 617	123 187 617	292 755 679
Autres passifs	13	11 833 884	11 833 884	16 951 652
Comptes de régularisation	14	8 057 225	8 057 225	5 796 611
Provisions	15	737 552	737 552	14 615 042
Fonds pour risques bancaires généraux		419 235	419 235	419 235
Dettes subordonnées	16	0	0	0
Capitaux propres hors FRBG		67 396 059	67 396 059	72 098 717
<i>Capital souscrit</i>	17	8 155 785	8 155 785	12 294 255
<i>Primes de fusion et d'apport</i>	17	45 847 052	45 847 052	47 213 087
<i>Réserves</i>	17	7 537 833	7 537 833	1 347 974
<i>Report à nouveau</i>	17	0	0	11 951 368
<i>Dividendes à payer</i>		5 855 389	0	0
<i>Résultat de l'exercice</i>		0	5 855 389	-707 967
Total du passif		320 661 826	320 661 826	403 931 577

Hors-bilan

(en Euros)

	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Engagements donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle (1)	2 614 520	751 167
Engagements reçus		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle (2)	11 303 150	10 131 977

(1) Les engagements en faveur de la clientèle correspondent aux ouvertures de crédits consentis non utilisés

(2) Il s'agit des engagements de rachat des immobilisations louées

II. — Compte de résultat

(en Euros)	Notes	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Intérêts et produits assimilés		8 210 145	16 177 962
<i>Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit</i>	3	3	7 678

<i>Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle</i>	2	8 210 141	16 170 284
Intérêts et charges assimilées		-4 068 761	-7 318 391
<i>Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit</i>	3	-9 373	-2 335
<i>Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle</i>	2	-4 059 389	-7 316 057
Revenus des titres à revenu variable	2	0	0
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	2	55 841 544	41 249 408
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	2	-49 202 735	-31 887 818
Produits sur opérations de location simple	2	9 329 294	7 751 885
Charges sur opérations de location simple	2	-8 271 881	-6 289 664
Commissions (produits)	2	4 986 453	4 716 171
Commissions (charges)	2	-3 520 242	-7 285 006
Autres produits d'exploitation	6	3 677 316	4 072 072
Autres charges d'exploitation	6	-3 873	-121 660
Produit net bancaire		16 977 260	21 064 960
Charges générales d'exploitation		-19 584 279	-17 926 232
<i>Frais de personnel</i>	6	-8 127 228	-7 872 738
<i>Autres frais administratifs</i>	6	-11 457 051	-10 053 494
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-122 323	-131 345
Résultat brut d'exploitation		-2 729 342	3 007 383
Coût du risque	4	8 552 172	-1 393 027
Résultat d'exploitation		5 822 830	1 614 356
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	5	32 559	51 467
Résultat courant avant impôt		5 855 389	1 665 823
Impôt sur les bénéfices	7	0	-2 373 790
Résultat net		5 855 389	-707 967

III. — Affectation du résultat

Constatant que le résultat de l'exercice 2017 est un bénéfice de 5 855 389,14 euros, l'assemblée générale décide d'affecter le résultat de l'exercice :

- à la réserve légale pour un montant de : 0 euros
- à titre de dividendes pour un montant de : 5 855 389,14 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'assemblée générale prend acte que la société a procédé à des distributions de dividendes au titre des trois exercices précédents :

• par l'Assemblée Générale Ordinaire du 1er août 2014, comme suit :

- constatant qu'il existait un compte « Report à Nouveau » d'un montant de 35 234 937 euros et une réserve générale d'un montant de 1 029 021 euros, soit un montant distribuable de 36 263 958 euros, il a été versé la somme de 36 263 498,82 euros à titre de dividende entre les associés et, conformément aux statuts comme suit :

- au commandité à hauteur de 10%, soit 3 626 349,88 euros
- aux commanditaires à hauteur de 90%, soit 32 637 148,94 euros, correspondant à un dividende de 39,82 euros par action.
- constatant que le montant des primes distribuables, réservées aux associés commanditaires, conformément aux dispositions de l'article 28 des statuts, est de 90 956 046 euros, l'assemblée générale des commanditaires décide, sur proposition de la gérance, une distribution exceptionnelle de primes aux associés commanditaires, d'un montant de 43 742 959, 29 euros par prélèvement d'une somme de :
 - 41 975 939,89 euros sur le compte « Prime de fusion »
 - 1 767 019,40 euros sur le compte « Prime d'apport »
 soit un dividende par action de 53,37 euros.

• Par l'assemblée générale tenue le 26 février 2018 a décidé la distribution d'une somme de 13 806 854,69 euros (soit 25,30 euros par action), prélevée à hauteur de 7 616 996,00 euros sur le compte « Primes d'apport et de fusion », lequel a ainsi été ramené à 38 230 055,98 euros et à hauteur de 6 189 858,69 euros sur le compte « Autres réserves », lequel a ainsi été ramené à 0 euro.

L'assemblée générale prend acte en outre que la Société a supporté une charge d'impôt sur les sociétés de 28 554,66 euros au titre de l'article 39-4 du Code Général des Impôts au cours de l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

IV. — Annexes aux comptes sociaux

Note 1 : Principales règles d'évaluation et de présentation

1/ Présentation des comptes

Les comptes individuels de SOREFI ont été établis conformément au règlement de l'autorité des Normes Comptables Numéro 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

SOREFI S.A présente des notes annexes qui complètent et commentent l'information financière donnée par le bilan, le compte de résultat et le hors bilan.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

2/ Faits marquants de l'exercice

Les principaux événements intervenus au cours de l'exercice 2017 sont les suivants :

2.1 Description du nouvel environnement capitalistique et des principales modifications juridiques intervenues en 2017

- *Changement de contrôle au 28 mars 2017 et modifications juridiques associées (« Projet Vermeer »)*

SOREFI est depuis le 28 mars 2017 filiale de My Money Bank (anciennement GE Money Bank) elle-même filiale de Promontoria MMB, compagnie financière holding de statut français, affiliée au fonds d'investissement américain Cerberus et soumise à la supervision de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.

Jusqu'au 28 mars 2017, SOREFI appartenait au groupe américain General Electric « GE », conglomérat international exerçant des activités industrielles et financières.

Elle était une filiale de la société holding française GE Capital SAS-GEC SAS, elle-même filiale de GE Capital International Holding Limited créée en 2015 et soumise à la réglementation bancaire britannique. Cette dernière était une filiale de GE Capital Global Holding LLC soumise à la réglementation bancaire américaine.

Dans le cadre du désengagement de GE, des activités de financement opérées sous « GE Capital », à l'exception de celles liées aux lignes de métiers industriels, un contrat « Share Purchase Agreement » a été signé, le 27 septembre 2016, entre GE Capital SAS-GEC SAS et la société Promontoria France Holding (devenue Promontoria MMB au 28 mars 2017) portant sur la cession de GE Money Bank (à l'exclusion de sa filiale de crédit foncier GE SCF) et des entités de GE Money Outre-Mer, dont SOREFI (« Projet Vermeer »).

La demande de changement de contrôle de GE Money Bank et de chacune des entités réglementées de GE Money Outre-Mer, dont Sorefi, a reçu, le 23 janvier 2017, un avis favorable de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution et le 28 février 2017, celui de la Banque Centrale Européenne. Le changement de contrôle a été réalisé le 28 mars 2017.

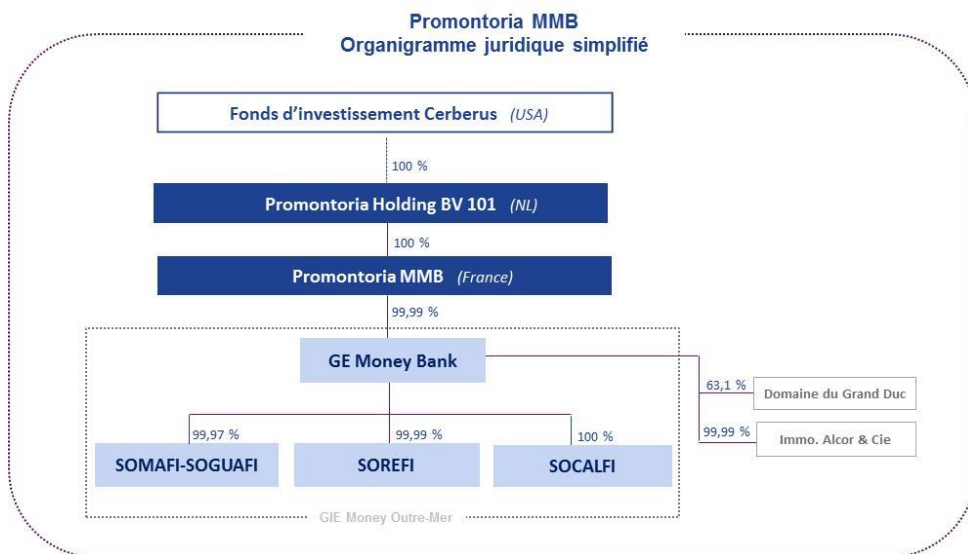
Les autorisations obtenues portaient également sur plusieurs demandes subordonnées introduites par l'acquéreur dont la filialisation des entités GE Money Outre-Mer (SOREFI, Somafi-Soguafi et GE Financement Pacifique) sous GE Money Bank avec un changement de contrôle associé.

Cette opération a été également réalisée en date du 28 mars 2017. Les autres opérations sont présentées au point suivant.

Depuis le 28 mars 2017, My Money Bank est en conséquence la société mère des entités «Outre-Mer », soit les sociétés de financement suivantes :

- Société Réunionnaise de Financement-SOREFI (La Réunion)
- Somafi-Soguafi (Antilles-Guyane)
- Socalfi (Nouvelle Calédonie)

L'organigramme du groupe Promontoria MMB s'établit au 31 décembre 2017 comme suit :



- *Opérations juridiques liées au changement de contrôle (« Projet Vermeer »)*

Opérations subséquentes à la demande de changement de contrôle :

Comme exposé ci-avant, le changement de contrôle de GE Money Bank et de chacune des entités réglementées de Money Outre-Mer, dont SOREFI, s'est accompagné, outre la filialisation des entités d'Outre-Mer dont SOREFI, des opérations subordonnées suivantes réalisées au 28 mars 2017 :

- Transformation des sociétés en commandite par actions, en sociétés anonymes à conseil d'administration (GE Money Bank, SOREFI, Somafi-Soguafi ; et augmentation de capital corrélative en vue de compenser la perte des droits sociaux de l'associé commandité ; ainsi le capital social de SOREFI a été porté de 12 294 255,00 euros à 13 660 290,00 euros ;
- Mise en place d'une nouvelle gouvernance, confirmation des dirigeants effectifs, nomination des nouveaux membres des conseils ;
- Changement de dénomination sociale pour les sociétés GE Money Bank (devenue My Money Bank) et GE Financement Pacifique (devenue Socalfi).

2.2 Autres événements marquants intervenus en 2017

- Opérations de titrisation de type « ABS » (RubyOne, EmeraldOne, SapphireOne Auto – 2017-1)

Dans le cadre de la mise en place de son dispositif de refinancement post changement de contrôle, la Société participe depuis mars 2017, avec My Money Bank et les autres entités d'Outre-Mer à trois opérations de titrisation (RubyOne, EmeraldOne et SapphireOne Auto-2017-1) :

- RubyOne est une opération de titrisation de créances de prêts et de contrats de location Auto,
- EmeraldOne est une opération de titrisation de créances de prêts à la consommation sans affectation,
- SapphireOne Auto 2017-1 est une opération de titrisation publique d'un portefeuille de prêts et de crédits-baux Auto.

La réalisation des trois opérations de titrisation résidant principalement dans l'utilisation des produits de la cession des créances cédées pour rembourser des prêts intra-groupe conclus par la Société avec des sociétés du groupe General Electric, avait pour objectif de réduire l'endettement de la Société et contribuer au financement de l'activité future de la Société indépendamment du groupe General Electric.

- Rationalisation des fonds propres – Réduction du capital social

Par décision du Conseil d'administration en date du 12 juillet 2017, prise sur délégation de pouvoir conférée par décision de l'assemblée générale mixte en date du 28 mars 2017, le capital social a été réduit de 5 504 505,00 euros par le rachat et l'annulation par la Société de 366 967 actions d'une valeur nominale de 15 euros chacune, et a été ainsi ramené de 13 660 290,00 euros à 8 155 785,00 euros.

Cette opération s'est inscrite dans le cadre de la rationalisation des fonds propres de la Société et avait été autorisée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) par décision du Collège de Supervision en date du 24 mars 2017, confirmée par courrier en date du 3 avril 2017.

2.3 Intégration fiscale

Suite au changement de contrôle du 28 mars 2017, la société SOREFI est sortie du périmètre d'intégration fiscale dont GEC S.A.S. est la société mère.

3/ Changement de méthode comptable

Il n'y a pas eu de changement de méthode comptable au cours de l'exercice 2017.

4/ Principes comptables et méthodes d'évaluation

Opérations de crédit-bail et de location simple

Propriétaire des matériels qu'elle donne en crédit-bail et en location simple, la société les inscrit en immobilisations, à l'actif de son bilan, pour leur coût d'acquisition.

Les biens détenus font l'objet majoritairement d'un amortissement linéaire et pour une partie non significative de l'encours d'un amortissement dégressif. La durée d'amortissement retenue est la durée normale d'utilisation des biens concernés. Les véhicules sont amortis linéairement sur une durée de 5 ans depuis juin 2015, stock antérieur est amorti sur une durée 4 ans.

Les moins-values comptables de cessions sont comptabilisées dans les charges sur opérations de crédit-bail.

Immobilisations temporairement non-louées :

Le compte des immobilisations temporairement non-louées regroupe l'ensemble des matériels dont le contrat a été résilié ou est arrivé en fin de période de location. La valeur nette des immobilisations temporairement non louées fait l'objet d'une dépréciation à 100%.

Comptabilité financière :

Pour les besoins de la consolidation du groupe PROMONTORIA MMB, la société SOREFI S.A. réalise une liasse de consolidation en normes comptables françaises sur la base d'une vision économique (Comptabilité financière).

L'encours financier correspond au capital restant dû à la date de la dernière échéance facturée autrement dit à l'investissement réalisé, c'est-à-dire au prix d'acquisition, hors taxes récupérables, du matériel loué figurant en immobilisation de crédit-bail et de location simple à l'actif du bilan.

L'amortissement financier correspond à la part du loyer hors taxe affectée à l'amortissement du montant initial financé après rémunération à un taux d'intérêt déterminé du capital restant dû.

La différence entre le résultat comptable et le résultat financier issu de la comptabilité financière constitue la réserve latente ou marge financière. La note 8 Bis décrit le passage du bilan social au bilan financier, justifiant ainsi la marge financière.

Créances sur la clientèle

Les crédits à la clientèle sont répartis selon la nature des concours : comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle avec une segmentation sur la base d'attributs en deux grandes catégories, le financement aux particuliers et aux entreprises d'une part et la location d'autre part.

Les créances sur la clientèle sont ventilées entre encours sains et encours douteux. Par ailleurs, les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées.

Dans le financement aux particuliers et aux entreprises, nous distinguons :

- le crédit Vente à Terme (VAT) ;
- le crédit automobile ;
- l'équipement des ménages ;
- les prêts personnels ;
- le crédit renouvelable.

Dans la location automobile, nous distinguons :

- pour les entreprises : la Location Longue Durée et le Crédit-Bail ;
- pour les particuliers : la Location avec Option d'Achat.

Conformément au CRC 2009-03, les commissions reçues à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, ainsi que les coûts marginaux de transaction sont étalés, suivant la méthode linéaire, sur la durée de vie effective du crédit. L'étalement est porté en produit net d'intérêt dans le Produit Net Bancaire (PNB). Les

commissions et coûts de transaction faisant l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Créances saines

Les créances saines sont celles qui, lors de l'analyse périodique qui est réalisée par la société, ne présentent pas de risque de non recouvrement et dont les échéances impayées sont inférieures ou égales à trois mois.

Créances douteuses

SOREFI S.A. applique la réglementation définie par le règlement CRC n° 2002-03 relatif au traitement comptable du risque de crédit modifié par le règlement n° 2005-03 du 3 novembre 2005 et par le règlement n° 2007-06 du 14 décembre 2007. Ce règlement précise qu'une créance est déclassée en créance douteuse lorsqu'elle présente une des caractéristiques suivantes :

- un risque probable ou certain de non recouvrement (impayés depuis plus de trois mois en matière de crédit et crédit-bail mobilier) ;
- un risque avéré sur la contrepartie (dégradation de la situation financière, procédure d'alerte) ;
- l'existence d'une procédure contentieuse.

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne par « contagion » un classement identique de la totalité de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie, indépendamment de l'existence d'une garantie.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Il doit faire l'objet d'une dépréciation d'un montant approprié prenant en compte l'existence d'une éventuelle garantie. Les encours douteux compromis sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux. L'identification en encours douteux compromis intervient nécessairement au plus tard à la échéance du terme. Le classement d'un encours douteux en encours douteux compromis n'entraîne pas la « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné, et l'encours porté à nouveau en encours sain, lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine.

Créances restructurées

Les créances restructurées sont des créances dont les conditions de remboursement ont été modifiées à des conditions afin d'alléger les mensualités, soit à la demande du client pour une renégociation de taux ou de durée consécutive à une situation financière dégradée pour le client, soit suite à un jugement en application de la loi Neiertz.

Les créances restructurées du fait de la situation financière d'un débiteur peuvent également être à nouveau inscrites en encours sain dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale. Après retour en encours sain, lorsque le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux. Au 31 décembre 2017, le montant des encours restructurés est de 2.789.301 €.

Dépréciations

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en appliquant un taux de dépréciation déterminé sur la base d'un taux de récupération, dont le calcul est fondé sur un historique de données collectées dans le temps et en tenant compte de la valeur du bien, soit pour les encours composés de petites créances sur une base statistique.

Elles sont déterminées selon une fréquence mensuelle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles.

Les courbes utilisées pour déterminer les dépréciations sur les encours douteux sont les suivantes :

- Une segmentation « Particuliers » pour les VAT et pour les prêts personnels.
- Une segmentation « Entreprises » pour les entreprises classiques et pour les entreprises dites Loi Girardin.
- Une segmentation pour le crédit renouvelable.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif.

Les dotations et reprises sur dépréciation des créances, de même que les charges couvertes par cette dépréciation figurent au compte de résultat parmi les éléments relatifs au coût du risque pour la fraction en capital des créances et sous les rubriques « Intérêts et produits assimilés » pour la partie intérêts des créances.

Le fait déclencheur du passage en pertes des créances correspond à l'événement justifiant comptablement et fiscalement le passage en pertes. Le passage en pertes est la conséquence de la preuve de l'irrécouvrabilité de la créance. Il en résulte sur le plan comptable, sa constatation en perte et la sortie du bilan de la créance comptable. Cette sortie s'accompagne du cas échéant par la reprise de provision rattachée à la créance.

Les créances sur la clientèle figurent au bilan pour leur montant net de dépréciations. Les dépréciations affectées, appréciées en fonction de la probabilité de perte finale, sont portées en déduction du poste de l'actif correspondant.

Au passif du bilan, sont inscrites les provisions concernant les engagements par signature ainsi que les provisions destinées à couvrir le risque de non recouvrement constituées dès l'octroi des financements sur la clientèle.

Provision sur portefeuilles homogènes

En plus des dépréciations spécifiques présentées ci-dessus, la société comptabilise au passif du bilan une provision pour risque de crédit identifié, sur la base de portefeuille d'encours homogène et fondée sur les informations disponibles permettant d'anticiper un risque de défaillance et de perte à l'échéance.

Provision pour marge financière négative

Lorsque la marge financière afférente aux opérations de crédit-bail et aux opérations assimilées est négative, une provision est constituée dans les comptes sociaux, inscrite au passif du bilan. Au 31 décembre 2017, aucune provision n'a été comptabilisée à ce titre.

Portefeuille titres

Participation et parts dans les entreprises liées

Les titres de participation correspondent aux titres à revenu variable qui donnent des droits dans le capital d'une entreprise de façon durable.

Les entreprises liées sont les entreprises susceptibles d'être incluses, par intégration globale, dans un même ensemble consolidable.

Ces titres sont comptabilisés à leur coût d'achat, hors frais. Les dividendes sont portés en compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ». En fin d'exercice, l'évolution de la situation des sociétés concernées, leurs cours de bourse et leurs perspectives d'avenir conduisent, le cas échéant, à la constitution de provisions pour dépréciation. Les dotations liées aux dépréciations se rapportant à ces titres sont inscrites au compte de résultat à la rubrique « gains et pertes sur actifs immobilisés ».

La valeur d'utilité peut notamment être appréciée en tenant compte de projections actualisées de résultat net ou de cash-flow.

Dettes envers les établissements de crédit

Les dettes envers les établissements de crédit sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit. Les intérêts courus sur l'ensemble de ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie d'un compte de charge.

Comptes créditeurs de la clientèle

Les comptes créditeurs de la clientèle sont ventilés en fonction de leur durée initiale (à vue, à terme). La clientèle inclut la clientèle non financière et la clientèle financière.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au bilan à leur coût d'acquisition ou, le cas échéant, à leur valeur d'apport.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations :

- Agencements et mobilier de bureau : 10 ans linéaire ;
- Matériels : de 3 à 5 ans linéaire ou dégressif lorsque la réglementation le permet ;
- Logiciels acquis :
 - 12 mois linéaire pour les logiciels communs du marché ;
 - 5 ans linéaire pour les logiciels complexes, ayant donné lieu à des travaux importants de mise en place.

Fonds pour risques bancaires généraux

En application des dispositions réglementaires, le fonds pour risques bancaires généraux (F.R.B.G.) comprend l'ensemble des provisions réglementées non affectées à la couverture d'un risque de perte et prises en compte pour le calcul des fonds propres prudentiels.

Intérêts et commissions

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû conformément à l'application du CRC 2009-03.

Commissions d'apporteurs d'affaires payées d'avance

Des commissions ont été payées d'avance à certains apporteurs en contrepartie de l'apport de dossiers de financement sur une période donnée. Sauf disposition contractuelle contraire, ces commissions payées d'avance font l'objet d'un étalement sur la durée de la convention avec l'apporteur d'affaires. Un test d'impairment est réalisé à chaque clôture pour valider la cohérence entre la valeur nette comptable des actifs et leur valeur d'usage, et pour comptabiliser une provision si la valeur d'usage apparaît inférieure à la valeur nette comptable.

Engagements pour indemnités de fin de carrière et Médailles du travail

SOREFI S.A. octroie à ses salariés des indemnités de fin de carrière (IFC) et de médailles de travail. Des provisions sont comptabilisées au passif du bilan pour couvrir les engagements futurs ces IFC.

L'évaluation de ces provisions est réalisée annuellement par le cabinet d'actuariat Mercer. Pour déterminer la charge de l'année, les engagements ont fait l'objet d'une actualisation financière au taux de 1,45 % contre 1,25% l'année précédente.

Crédit d'impôt compétitivité emploi

Un produit à recevoir au titre du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant à 9% des rémunérations éligibles de l'année civile 2017 a été constaté pour un montant de 202710,36 euros. Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté en diminution des charges de personnel.

Impôt sur les bénéfices

Suite au changement de contrôle du 28 mars 2017, SOREFI ne fait plus partie du périmètre de la consolidation fiscale mise en place au niveau de la société GE Capital SAS-GEC SAS au titre du régime de groupe prévu à l'article 223 A du code général des impôts.

5/ Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture n'a entraîné la modification des comptes au 31 décembre 2017.

6/ Autres informations

Consolidation des comptes

Les comptes de SOREFI S.A. sont consolidés dans le groupe PROMONTORIA MMB (Tour Europlaza – La Défense 4 – 20, avenue André Prothin 92063 Paris La Défense Cedex) par la méthode de l'intégration globale.

Contrôle fiscal

SOREFI S.A. ne fait l'objet d'aucun contrôle fiscal en cours au 31 décembre 2017.

Informations relatives à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale (art L511-45/ Avis CNC n°2009-11) :

SOREFI S.A. n'a pas d'implantation dans des territoires non coopératifs listés à l'article 1 de l'arrêté du 12 février 2010 pris en application du deuxième alinéa du 1 de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

Note 2 : Produits sur concours à la clientèle

Eur	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Revenus des opérations de crédit	13 196 594	20 886 456
Intérêts et produits assimilés	8 210 141	16 170 284
Commissions et produits assimilés	4 986 453	4 716 171
Charges des opérations de crédit	-4 245 372	-7 649 477
Intérêts et charges assimilées	-4 059 389	-7 316 057
Commissions et charges assimilées	-185 984	-333 420
Produits sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat	55 841 544	41 249 408
Loyers, indemnités et produits divers	44 610 069	36 914 452
Reprise de provisions	65 647	0
Plus-values de cessions	4 308 802	4 327 274
Récupérations sur créances amorties		3 472
Reprise des dépréciations créances douteuses	6 857 026	4 211
Charges sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat	-49 202 735	-31 887 818
Intérêts et charges assimilées	-5 135 798	
Dotation aux amortissements	-36 063 698	-30 806 800
Dotation aux provisions	-49 056	-309 797
Moins-values de cessions	-880 508	-576 332
Pertes sur créances irrécouvrables	-7 073 675	-194 889
Dotation des dépréciations créances douteuses		
Produits sur opérations de location simple	9 329 294	7 751 885
Loyers, indemnités et produits divers	7 055 338	6 665 469
Reprise de provisions	0	0
Plus-values de cessions	1 165 561	1 074 770
Récupérations sur créances amorties	1 302	
Reprise des dépréciations créances douteuses	1 107 093	11 646
Charges sur opérations de location simple	-8 271 881	-6 289 664
Intérêts et charges assimilées	-624 651	
Dotation aux amortissements	-6 393 340	-6 216 341
Dotation aux provisions	0	0
Moins-values de cessions	-121 542	-65 766
Pertes sur créances irrécouvrables	-1 132 135	-7 399
Dotation des dépréciations créances douteuses	-215	-158
Commissions sur apporteurs d'affaires	-3 334 258	-6 951 586
Total	13 313 186	17 109 205

Note 3 : Résultat des opérations financières

	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Opérations avec les établissements de crédit	-9 369	5 343
Intérêts et produits assimilés	3	7 678
Intérêts et charges assimilées	-9 373	-2 335
Total	-9 369	5 343

Note 4 : Détail du cout du risque

Eur	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Variation nette des dépréciations sur créances douteuses Clientèle VAC	8 627 286	-55 045
Pertes nettes sur créances irrécouvrables	-8 487 859	-1 574 383
Récupération sur créances amorties	2 079	
Variation nette des dépréciations sur impayés	0	0
Variation nette des dépréciations sur encours sains	8 410 666	236 401
Total	8 552 172	-1 393 027

Note 5 : Gains ou pertes sur actifs immobilisés

	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Gains sur actifs immobilisés	0	0
Immobilisations incorporelles	0	0
Immobilisations corporelles		
Pertes sur actifs immobilisés	32 559	51 467
Immobilisations incorporelles	0	0

Immobilisations corporelles	32 559	51 467
Total	32 559	51 467

Note 6 : Autres produits et autres charges d'exploitation**Autres produits d'exploitation**

Eur	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Autres produits d'exploitation bancaire	3 643 769	3 783 827
Produits accessoires	3 643 769	3 783 827
Autres produits divers		
Autres produits d'exploitation non bancaire	33 547	288 244
Produits accessoires		
Autres produits divers		
Reprise Provisions pour risques & charges	33 547	288 244
Total	3 677 316	4 072 072

Autres charges d'exploitation

	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Autres charges d'exploitation bancaire	0,00	0,00
Autres charges diverses		
Autres charges d'exploitation non bancaire	-3 873	-121 660
Autres charges d'exploitation non bancaire (Debt Sales)	-1 945	-15 596
Provisions pour risques & charges	-1 928	-106 064
Autres charges diverses	0	0
Total	-3 873	-121 660

Charges générales d'exploitation

	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Frais de personnel	-5 253 124	-4 969 768
Charges de retraite	-423 744	-423 922
Autres charges sociales	-2 082 491	-2 135 469
Impôts et taxes afférents aux frais de personnel	-133 388	-146 675
Participation et intéressements des salariés	-234 480	-196 904
Impôts et taxes non afférents aux charges de personnel	-2 219 212	-1 602 192
Autres frais administratifs	-9 237 839	-8 451 302
Total	-19 584 279	-17 926 232

Effectif moyen

Exercice	Employés	Cadres	Total
2017	56	42	98
2016	57	37	94

Rémunération des organes de direction

Au cours de l'exercice 2017 aucune rémunération n'a été versée par la société aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance. Ces rémunérations sont prises en charge par le GIE Money Outre-mer et My Money Bank qui sont par la suite intégrées au travers des management fees dans la refacturation globale des charges du GIE Money Outre-mer conformément à la convention en vigueur.

Note 7 : Impôt sur les bénéfices

Eur	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Impôt exigible de l'exercice	0	-2 373 790
IFA	0	0
Impôt sur les bénéfices	0	-2 373 790

Note 8 : Opérations avec la clientèle

Eur	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Encours sain net	60 337 840	239 723 219
Encours sain	60 337 840	239 723 219
Encours douteux net	7 905 809	8 598 150
Encours douteux	29 367 485	38 687 113
dont compromis	14 639 060	22 156 966
Dépréciation des créances sur la clientèle	-21 461 677	-30 088 963
dont compromis	-13 683 221	-21 341 629

Total actif	68 243 648	248 321 369
-------------	------------	-------------

Note 8 bis Passage du bilan social au bilan financier

Justification de la marge financière

Euro	Social	Financier
Encours sains	142 829 260	149 303 009
Immobilisations nettes ou Capital restant dû (*)	142 540 570	149 056 456
Immobilisation en cours		
Impayés sains	243 212	243 212
ICNE	45 479	3 341
Encours douteux	9 061 401	13 561 302
Capital restant dû	0	4 499 900
Impayés douteux	9 061 401	9 061 401
ICNE		
Dépréciations de créances douteuses	-7 959 355	-7 941 115
Encours nets	143 931 306	154 923 196
Divers		
Marge financière		-13 824 924
Loyers perçus d'avance ou Agios perçus d'avance	-6 124 197	-3 285 487
Dépréciation de CRD douteux	-30 121	-35 798
Complément de provisions	0	0
Provision pour marge financière négative		
Total	137 776 988	137 776 988

(*) Le CRD Financier inclus le montant des encours cédés aux fonds de titrisation

Note 8 ter : Dépréciation d'actif

Eur

Opérations avec la Clientèle	Au 31.12.16	Dotation	Reprise	Au 31.12.17
Créances douteuses	30 088 964	620 000	-9 247 286	21 461 678
dont compromis	19 674	16 486	-19 674	16 486
Total	30 088 964	620 000	-9 247 286	21 461 678

Crédit-bail et location avec option d'achat	Au 31.12.16	Dotation	Reprise	Au 31.12.17
Créances douteuses	14 212 469	49 056	-6 857 026	7 404 499
dont compromis	5 758	7 235	-7 759	5 233
Immobilisations	373 734		-65 647	308 087
Total	14 586 203	49 056	-6 922 673	7 712 586

Location simple	Au 31.12.16	Dotation	Reprise	Au 31.12.17
Créances douteuses	1 691 856	215	-1 107 093	584 977
dont compromis	474	215	-474	215
Immobilisations	0			0
Total	1 691 856	215	-1 107 093	584 977

Autre dépréciation d'actif

Opérations avec la Clientèle	Au 31.12.16	Dotation	Reprise	Au 31.12.17
Provision débiteurs divers Apporteurs	0			0
Total	0	0	0	0

Note 9 : Immobilisations

Eur	Valeur nette Au 31.12.16	Valeur brute au 31.12.16	Variation 2017	Valeur brute au 31.12.17	Amortissements ou provisions cumulés au 31.12.17	Valeur nette au 31.12.17
Immobilisations incorporelles	1 221	42 303	0	42 303	-41 471	832
- Exploitation	1 221	42 303	0	42 303	-41 471	832
Immobilisations corporelles	273 951	1 708 724	63 144	1 771 868	-1 551 256	220 612
- Exploitation	273 951	1 708 724	63 144	1 771 868	-1 551 256	220 612
- Hors exploitation	0	0	0	0	0	0
Immobilisations financières	300	300	26 802 927	26 803 227	0	26 803 227
- Titres de participation	300	300	26 802 927	26 803 227	0	26 803 227

Note 10 : Ventilation par durée résiduelle et éligibilité

Eur	Dettes et créances rattachées		Autres éléments non ventilables (1)		Moins de trois mois (2)		De 3 mois à 1 an	
	Au 31.12.17	Au 31.12.16	Au 31.12.17	Au 31.12.16	Au 31.12.17	Au 31.12.16	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Actif								
Créances sur les établissements de crédit non éligibles au refinancement de l'IEDOM	0	0	68 587 845	646 923			-	-
Créances sur la clientèle non éligibles au refinancement de l'IEDOM	324 441	941 035	8 346 904	37 503 777	4 928 367	21 288 334	16 822 857	57 542 910
Passif								
Dettes envers les établissements de crédit			1 222 216	0	10 000 000	0	28 400 000	-
Comptes créditeurs de la clientèle		369 658	1 500 283	27 880 662	3 318 753	15 000 000	42 941 193	125 800 000
Emprunts subordonnés	0	0	-	-			-	-

Eur	De 1 an à 5 ans		Plus de 5 ans		Total	
	Au 31.12.17	Au 31.12.16	Au 31.12.17	Au 31.12.16	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Actif						
Créances sur les établissements de crédit non éligibles au refinancement de l'IEDOM	-	-	-	-	68 587 845	646 923
Créances sur la clientèle non éligibles au refinancement de l'IEDOM	35 647 537	157 922 673	2 173 477	1 356 345	68 243 583	276 555 074
Passif						
Dettes envers les établissements de crédit	67 600 000	-	-	-	107 222 216	0
Comptes créditeurs de la clientèle	77 138 562	125 000 000	96 866	0	124 995 656	294 050 321
Emprunts subordonnés	-	-	0	0	0	0

(1) Les "Autres éléments non ventilables" correspondent notamment aux créances douteuses nettes de provisions et aux impayés nets de provisions

(2) Y compris les comptes à vue.

Note 11 : Opérations avec les entreprises liées, filiales et participations

Eur	Au 31.12.17		Au 31.12.16	
	Total	dont entreprises liées (1)	Total	dont entreprises liées (1)
Actif				
Créances sur les établissements de crédit	68 587 845	64 502 820	646 923	280 383
Créances sur la clientèle	68 243 583		276 555 074	
Autres actifs	8 466 614		7 315 855	
Comptes de régularisation	3 579 944	910 890	2 594 291	595 078
Passif				
Dettes envers les établissements de crédit	107 222 216	106 756 724	0	
Comptes créditeurs de la clientèle	124 995 656	123 187 617	294 050 321	124 635 238
Autres passifs	11 833 884	3 276 794	16 951 652	
Comptes de régularisation	8 057 225		5 796 611	
Hors Bilan				
Engagements reçus	11 303 150	0	10 131 977	0
Engagements donnés	2 614 520	0	751 167	0

(1) Opérations se rapportant à des entreprises susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable

Note 12 : Opérations de crédit-bail et de location simple

Eur	Crédit-bail et location avec option d'achat		Location simple	
	Au 31.12.17	Au 31.12.16	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Immobilisations nettes				
Immobilisations (1)	126 344 229	94 894 111	17 050 987	16 951 721
- Dépréciations des encours	-308 087	-373 734	0	0
- Décote / encours racheté	-536 413		-10 146	
Créances rattachées				
Comptes débiteurs de la clientèle (2)	1 813 984	4 478 169	404 551	593 696
Total	127 313 712	98 998 546	17 445 392	17 545 417

(1) Immobilisations

Eur	Valeur nette au Au 31.12.16	Valeur brute au Au 31.12.16	Variation 2017	Valeur brute au Au 31.12.17	Amortissements cumulés au Au 31.12.17	Valeur nette au Au 31.12.17
Crédit-bail	94 894 111	159 039 911	39 702 297	198 742 208	-72 397 979	126 344 229
Location simple	16 951 721	28 581 309	1 407 991	29 989 300	-12 938 312	17 050 987

(2) Comptes débiteurs de la clientèle

Eur	Crédit-bail et location avec option d'achat		Location simple	
	Au 31.12.17	Au 31.12.16	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Créances saines nettes	1 027 299	2 963 378	309 485	412 059
Créances douteuses nettes	786 685	1 514 791	95 066	181 637
Créances douteuses	8 191 184	15 729 832	680 043	1 870 921
dont compromis	7 972 494	15 302 907	618 211	1 821 963
Dépréciation des créances	-7 404 499	-14 215 041	-584 977	-1 689 285
dont compromis	-7 178 297	-13 957 672	-557 688	-1 668 313
Total	1 813 984	4 478 169	404 551	593 696

Note 13 : Autres actifs et autres passifs

Autres actifs

Eur	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Dépôts et cautions versées	3 852 541	70 255
Etat & collectivités publiques	4 121 852	6 966 333
Fournisseurs Débiteurs	13 581	80 389
Divers	478 640	198 878
Total	8 466 614	7 315 855

Autres Passifs

	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Dépôts de garantie reçus sur location	33 299	34 174
Etat et collectivités publiques	1 342 285	6 719 209
Assurances et entretien	418 408	450 470
Apporteurs et partenaires	3 184 786	3 256 520
Organismes sociaux & Personnel	2 613 880	2 284 098
Divers	4 241 227	4 207 181
Total	11 833 884	16 951 652

Note 14 : Comptes de régularisation

Actif

	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Valeurs reçues à l'encaissement	0	212
Charges constatées d'avance		
• Produits à recevoir	2 873 886	1 749 047
• Apporteurs	597 236	723 924
• Agios payés d'avance	0	0
• Autres charges payées d'avance	3 433	32 508
• Divers	105 388	88 600
Total	3 579 944	2 594 291

Passif

	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Produits constatés d'avance sur opérations de location	6 123 826	5 558 135
Produits constatés d'avance sur opérations de crédit	371	439
Charges à payer		
• Fournisseurs	386 997	
• Personnel		
• Charges fiscales		
Compte de régularisation divers	1 546 031	238 037
Total	8 057 225	5 796 611

Note 15 : Détail des provisions

Provisions au passif	Au 31.12.16	Dotations	Reprise	Au 31.12.17
Provisions non bancaires				
Provisions pour charges *	773 968	16 187	-52 604	737 552
Provisions pour risques	5 430 407		-5 430 407	0
Provisions pour risques - apporteurs	0			0

Provisions bancaires				
Impayés	0			0
Encours	37 562			37 562
Provision Passive	8 373 104	763 313	-9 173 980	-37 562
Total	14 615 042	779 501	-14 656 990	737 552

*** Les provisions pour charges comprennent notamment :**

La provision pour médaille du travail pour 335 230 €

La provision pour Indemnités de Fin de Carrière pour 324 266 €

Ces 2 dernières provisions sont déterminées par un cabinet d'actuaire extérieur "Mercer" selon les règles comptables en vigueur.

Ces provisions sont actualisées annuellement.

Note 16 : Dettes subordonnées

Eur	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Néant	0	0
Total	0	0

Note 17 : Tableau de variation de la situation nette

(en milliers d'euros)	Capital (1)	Réserve légal	Réserve général	Autres réserves	Report à nouveau	Primes de fusion et d'apport	Résultat	Total des capitaux propres
Ouverture après affectation du résultat de 2013	12 294	738	1 148		27 650	90 956	7 716	140 502
2014 Résultat de l'année 2014							6 339	
Capitaux propres avant affectation	12 294	738	119		132	47 213	6 339	66 835
Affectation du résultat 2014 (2)					6 339		-6 339	
Capitaux propres après affectation	12 294	738	119		6 471	47 213	0	66 835
2015 Résultat de l'année 2015							5 972	
Capitaux propres avant affectation	12 294	738	119		6 471	47 213	5 972	71 736
Affectation du résultat 2015 (2)		492			5 480		-5 972	
Capitaux propres après affectation	12 294	1 229	119		11 951	47 213	0	66 835
2016 Résultat de l'année 2016							-708	
Capitaux propres avant affectation	12 294	1 229	119		11 951	47 213	-708	72 099
Affectation du résultat 2016 (2)					-708		708	
Capitaux propres après affectation	12 294	1 229	119		11 243	47 213	0	72 099
2017 Résultat de l'année 2017							5 855	
Capitaux propres avant affectation	8 156	1 229	119	6 190	0	45 847	5 855	67 396
Affectation du résultat 2017 (2)							-5 855	
Capitaux propres après affectation	8 156	1 229	119	6 190		45 847	0	61 541

(en milliers d'euros)	Dividende	Nombre d'actions existantes	Quote-part de chaque action dans les capitaux propres (en euros)	Résultat par actions
Ouverture après affectation du résultat de 2013		819 617	171	
2014 Résultat de l'année 2014				
Capitaux propres avant affectation		819 617	82	
Affectation du résultat 2014 (2)				0
Capitaux propres après affectation		819 617	82	
2015 Résultat de l'année 2015				
Capitaux propres avant affectation		819 617	82	
Affectation du résultat 2015 (2)				0
Capitaux propres après affectation		819 617	82	
2016 Résultat de l'année 2016				
Capitaux propres avant affectation		819 617	82	
Affectation du résultat 2016 (2)				0,00
Capitaux propres après affectation		819 617	88	
2017 Résultat de l'année 2017				
Capitaux propres avant affectation		543 719	124	
Affectation du résultat 2017	5 855			0,01
Capitaux propres après affectation		543 719	113	

(1) Conformément à la loi, il est rappelé que SOREFI est détenue à hauteur de 99,99% par MyMoneyBank et est consolidée par intégration globale dans les états financiers de PROMONTORIA MMB

Immobilisations au 31 décembre 2017

Désignation	Immobilisations				Amortissements				Valeurs nettes comptables
	Valeurs brutes début exercice	Mouvements 2017		Valeurs brutes fin d'exercice	Montant début exercice	Mouvements 2017		Montants fin d'exercice	
		Acquisitions	Cessions			Dotations	Dépréciations		
Crédit-bail / LOA	159 039 911	86 112 499	46 410 202	198 742 208	64 145 800	36 063 698	27 811 519	72 397 979	126 344 229
Location simple	28 581 309	10 316 694	8 908 703	29 989 300	11 629 588	6 393 340	5 084 615	12 938 312	17 050 987
Biens loués	187 621 220	96 429 193	55 318 906	228 731 507	75 775 388	42 457 037	32 896 134	85 336 291	143 395 216
Programmes informatiques	42 303	0	0	42 303	41 082	389		41 470	832
Immob incorporelles	42 303	0	0	42 303	41 082	389	0	41 470	832
Terrains									
Bureaux									
Amenagt/ terrain chaudron									
Matériel et outillage	1 340 648	70 888	21 564	1 389 973	1 183 333	94 393	5 451	1 272 276	117 697
Agencs instal bureau	368 077	13 819		381 896	251 440	27 541		278 981	102 915
Immob corporelles	1 708 725	84 707	21 564	1 771 868	1 434 773	121 934	5 451	1 551 256	220 612
Immob d'exploitation	1 751 027	84 707	21 564	1 814 171	1 475 854	122 323	5 451	1 592 727	221 444
Terrain									0
Constructions									0
Agencs & mobilier									0
Immob hors exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total biens propres	1 751 027	84 707	21 564	1 814 171	1 475 854	122 323	5 451	1 592 727	221 444

Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices

Exercice	2013	2014	2015	2016	2017
Capital en fin d'exercice					
Capital social	12 294 255	12 294 255	12 294 255	12 294 255	8 155 785
Nombre des actions ordinaires existantes	819 617	819 617	819 617	819 617	543 719
Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes	-	-	-	-	-
Nombre maximal d'actions futures à créer	-	-	-	-	-
- par conversion d'obligations	-	-	-	-	-
- par exercice de droits de souscription	-	-	-	-	-
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	69 300 509	65 747 818	65 642 979	67 270 582	63 649 966
Résultat avant impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	12 410 708	9 660 595	8 459 433	1 994 072	6 212 192
Impôt sur les bénéfices	177 306	244 235	33 702	131 345	122 323
Participation des salariés due au titre de l'exercice	4 181 673	2 812 819	3 272 276	2 373 790	0
Résultat après impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	335 529	264 056	252 113	196 904	234 480
<i>dont plus-values nettes à long terme</i>	7 716 200	6 339 485	4 901 342	-707 967	5 855 389
Résultat distribué	-	-	-	-	-
Résultat par action		80 006 458			5 855 389
Résultat après impôt et participation des salariés mais avant charges calculées (amortissements et provisions)	10	8	6	-1	11
Résultat après impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	9	8	6	-1	11
Dividende net attribué à chaque action	0	98	0	0	11
Avoir fiscal					
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	116	115	115	94	98
Montant de la masse salariale de l'exercice	4 824 587	4 794 950	4 682 366	4 969 768	5 253 124
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, oeuvres sociales,)	2 439 391	2 568 556	2 484 567	2 559 391	2 506 235

(1) Avoir fiscal en fonction de la législation en vigueur

V. — Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'attention de l'Assemblée générale de SOREFI SA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SOREFI SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Estimation, au titre du risque de crédit, des dépréciations des créances clients

Votre société constitue des dépréciations spécifiques destinées à couvrir les risques inhérents à ses activités comme présenté dans la note 4 de l'annexe aux comptes sociaux.

Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi du risque de crédit, à l'appréciation du risque de non recouvrement et à leur couverture par des dépréciations spécifiques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-1 0-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et

met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 27 avril 2018

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Fabrice Odent
Associé

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.